

Touristes pris en otage après une fuite de pétrole

PÉROU Des autochtones retiennent en otage des touristes, dont un Suisse. Ils veulent alerter contre le manque d'aide gouvernementale après le déversement de 2500 tonnes de pétrole dans la rivière Cuninico.

Des habitants de la région amazonienne au Pérou retiennent en otage un groupe de touristes, notamment français et suisses. Ils protestent contre le manque d'aide gouvernementale après une fuite de pétrole, a annoncé un responsable autochtone.

Nous voulons «attirer l'attention du gouvernement avec cette action. Il y a des étrangers et des gens du pays, ils sont environ 70», a déclaré ce vendredi à la radio RPP Watson Trujillo, l'Apu (dirigeant) de la communauté Cuninico. Les touristes concernés viennent des Etats-Unis, d'Espagne, de France, du Royaume-Uni et de Suisse. Les autorités et la police n'ont pour l'instant fait aucune déclaration sur l'incident, survenu sur un affluent de la rivière Marañón face au territoire de la communauté Cuninico.



Les autorités et la police n'ont pour l'instant fait aucune déclaration sur l'incident, survenu sur un affluent de la rivière Marañón (photo d'illustration). KEYSTONE

de la région amazonienne de Loreto», a précisé le DFAE. L'ambassade est en contact avec ce citoyen. Selon ses déclarations, il se porte bien. Le DFAE est également en contact avec les autorités péruviennes compétentes ainsi qu'avec les ambassades des autres pays concernés. Il continue de suivre la situation de près, a ajouté sa porte-parole.

Selon M. Trujillo, «cette mesure radicale» a été décidée pour que le gouvernement envoie une délégation constater les dommages environnementaux provoqués par une fuite de pétrole survenue le 16 septembre qui a suscité le déversement d'environ 2500 tonnes de brut dans la rivière Cuninico. Les passagers retenus devaient

passer la nuit sur le bateau en attendant une solution, a-t-il déclaré, précisant qu'ils vont tous bien et que d'éventuelles personnes âgées ou malades pourraient descendre à terre. Le responsable autochtone a indiqué qu'il comptait retourner ce vendredi sur le bateau pour évaluer la possibilité de libérer les personnes retenues.

Marées noires et état d'urgence

Les communautés autochtones bloquent en outre depuis jeudi le transit de tout type de bateau sur la rivière pour protester contre la fuite de pétrole qui avait été provoquée par une rupture de l'oléoduc Norperuano (ONP) dans la région sauvage de Loreto.

Le 27 septembre, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence durant 90 jours dans la zone touchée au sein des communautés Cuninico et Urrinas où vivent quelque 2500 autochtones. L'oléoduc Norperuano de la compagnie étatique Petroperú, l'un des plus grands ouvrages du pays, a été construit il y a quatre décennies pour transporter du pétrole brut de la région amazonienne à Piura, s'étendant sur quelque 800 km. La compagnie avait attribué cette fuite à une attaque contre le pipeline, avec «une déchirure intentionnelle de 21 centimètres dans l'oléoduc». Petroperú a fait état de dix attaques contre son oléoduc à Loreto depuis janvier, qui ont provoqué des marées noires. **ATS**

EN BREF

ALLEMAGNE

Olaf Scholz à Pékin malgré la controverse

Le chancelier allemand, Olaf Scholz, a plaidé ce vendredi à Pékin pour «davantage» de coopération avec la Chine, mais aussi des relations commerciales «équitables». Cela dans un climat de défiance croissante de l'Occident vis-à-vis de la deuxième puissance mondiale.

Très controversé, ce déplacement de quelques heures est le premier d'un dirigeant de l'Union européenne et du G7 en Chine depuis le début de la pandémie il y a près de trois ans. **ATS**

INDE

Asphyxiée par la pollution, New Delhi ferme ses écoles

Les écoles seront fermées à partir de ce samedi à New Delhi en raison du niveau «dangereux» de pollution provoquée par des brûlis agricoles dans le nord de l'Inde. Ceux-ci s'ajoutent aux émissions industrielles et routières, ont annoncé hier les autorités. Selon la société suisse de surveillance de la qualité de l'air, IQAir, le niveau de particules PM 2,5, les plus dangereuses, était ce vendredi 25 fois supérieur au niveau maximum fixé par l'Organisation mondiale de la santé. **ATS**

SUCCESSION DE SOMMARUGA

Le Parti socialiste prévoit des auditions publiques

Les candidates à la succession de Simonetta Sommaruga pourront se présenter aussi bien au parti qu'à la population. Le PS a prévu quatre auditions publiques, trois en Suisse alémanique et une en Suisse romande. Elles se tiendront le 21 novembre à Lucerne, le 22 à Lausanne, le 23 à Zurich et le 24 à Liestal. Le parti a en outre mis en place une commission de recherche. **ATS**

ESPACE

Chute incontrôlée de débris d'une fusée chinoise

L'Espagne a fermé brièvement une partie de son espace aérien ce vendredi en raison de débris d'une fusée chinoise qui ont traversé la zone. Le trafic aérien a été perturbé au-dessus de plusieurs villes, dont Barcelone, ont indiqué les autorités. Ce n'est pas la première fois que la Chine perd le contrôle d'un objet spatial lors d'un retour sur Terre. En juillet, les restes d'une fusée chinoise étaient tombés dans la mer de Sulu, aux Philippines. **ATS**

« Cette mesure radicale a été décidée pour que le gouvernement vienne constater les dommages environnementaux. »

WATSON TRUJILLO
APU (DIRIGEANT) DE LA COMMUNAUTÉ
CUNINICO

Interrogé par Keystone-ATS, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a de son côté indiqué avoir connaissance de cet incident. «Un ressortissant suisse figure parmi un groupe de touristes retenus sur un bateau par des habitants

Les cantons devraient verser davantage

PRIMES MALADIE

Une commission soutient le contre-projet indirect à une initiative du PS.

Les cantons devraient davantage participer aux réductions des primes maladie. La commission de la santé du Conseil des Etats soutient le contre-projet indirect du gouvernement à l'initiative du PS «maximum 10% du revenu pour les primes d'assurance maladie». L'initiative du PS demande qu'aucun assuré ne doive payer plus de 10% de son revenu disponible pour les primes

d'assurance maladie. Pour y parvenir, elle prévoit que la Confédération et les cantons contribuent davantage aux réductions de primes. La Confédération prendrait en charge deux tiers des dépenses, les cantons assumant le reste des dépenses.

Le Conseil fédéral y est opposé et a proposé un contre-projet indirect. Celui-ci prévoit que les cantons versent un minimum équivalant à 5 à 7,5% des coûts cantonaux de l'assurance obligatoire. La part fédérale reste quant à elle inchangée à 7,5%. La commission compétente du Conseil des Etats a soutenu cette version par 9 voix contre 4. **ATS**

DÉPUTÉ RN EXCLU DE L'ASSEMBLÉE

FRANCE «Qu'il retourne en Afrique»: après la vague d'indignation suscitée par des propos jugés racistes du député RN Grégoire de Fournas, l'Assemblée nationale a voté ce vendredi son exclusion pour 15 jours, la plus lourde sanction disciplinaire possible. Il se verra en outre privé de la moitié de son indemnité parlementaire pendant deux mois. M. de Fournas a reconnu avoir lancé jeudi «qu'il retourne en Afrique» lors d'une intervention de l' élu LFI Carlos Martens Bilongo, qui s'exprimait sur le «drame de l'immigration clandestine» pendant la séance de questions au gouvernement. L'incident a provoqué une vague d'indignation jusqu'au plus haut niveau de l'Etat. Il avait entraîné la fin prématurée de la séance de questions au gouvernement, une décision rarissime prise par la présidente de l'Assemblée. **ATS**

ÉGALITÉ Cette forme d'union doit permettre d'établir des garanties légales, selon une commission des Etats.

Les couples doivent pouvoir se pacser dans toute la Suisse. La commission des affaires juridiques du Conseil des Etats approuve, par 9 voix contre 2, une motion d'Andrea Caroni (PLR, AR) en ce sens.

De nombreux couples restent non mariés sur de longues périodes. Ils ont parfois des enfants, rappelle la commission dans un communiqué publié hier. A ses yeux, il serait utile de créer un statut leur permettant d'être protégés juridiquement, sans pour autant offrir toutes les garanties et les contraintes d'un mariage.

Le pacs devrait être accessible aussi bien aux hétérosexuels qu'aux homosexuels, écrit le motionnaire dans son texte. Il permettrait au couple de faire valoir son union plus facilement auprès des autorités et des tiers, et clarifierait de nombreuses situations, comme une visite à l'hôpital ou des démarches administratives.

La nouvelle forme d'union ne doit pas être pensée comme un mariage allégé. Elle doit plutôt être vue comme une possibilité offerte aux personnes, formant une union conjugale durable et ne souhaitant pas se marier, d'établir certaines dispositions et garanties légales entre elles, relève la commission. Deux cantons, Genève et Neuchâtel, connaissent déjà un pacs au niveau cantonal. Il semblerait qu'il apporte globalement satisfaction, tant au niveau de la population que des autorités, pointe encore la commission. **ATS**